

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

**Nouvelles de France. Deutsche Ausgabe. 1947-1948  
1947**

546 (10.7.1947)

DONNERSTAG
10. JULI 1947
3. Jahrgang
Nr. 546
30 Pfg.

Nouvelles de France
NACHRICHTENBLATT

DIREKTION
REDAKTION
ADMINISTRATIONS
Merkblatt 4
KONSTANZ
ANZEIGEN:
Agnes Herwe
Merkblatt 4
KONSTANZ
und
Merkblatt

Syndikat oder Föderation?

Das Schwierigste ist nicht immer, das Übel oder sein Heilmittel zu erkennen, sondern es in einer Form darzustellen, in welcher es der Kranke ertragen kann. Dadurch verliert mehr als ein Patient eine Heilung...

LA SITUATION POLITIQUE Les difficultés se multiplient

VERRA-T-ON Paris sans autobus et sans métro et par tout le pays hôpitaux, bureaux de poste, administrations publiques fermés, tandis que les ouvriers des manufactures et des arsenaux de l'Etat et les employés de tous les services publics, au nombre d'environ 1.200.000, auront cessé le travail?

VENDEDI GREVE GENERALE si les fonctionnaires n'obtiennent pas satisfaction

PARIS. — L'Union générale des fédérations de fonctionnaires a jugé insuffisantes les propositions de M. Ramadier, offrant une allocation spéciale forfaitaire égale au 1/12ème du traitement annuel et des diverses indemnités qui s'y ajoutent, cette allocation ne pouvant en aucun cas excéder 20.000 francs.

Weitere Zusagen zur Pariser Konferenz Die Haltung der Oststaaten

VON dem 22 zu der Pariser Konferenz über den Marshall-Plan eingeladenen Nationen haben bis jetzt zwölf ihre Teilnahme bei den am kommenden Sonnabend beginnenden Besprechungen zugesagt. Von den drei skandinavischen Ländern wird die Zusage erwartet sobald die Konferenz der dänischen, norwegischen und schwedischen Außen- und Handelsminister in Kopenhagen abgeschlossen ist.

Le gouvernement, de son côté, négocie, Entretiens, conférences, pourparlers se succèdent à un rythme accéléré. L'annonce que le cartel entend orienter son action vers l'Assemblée et vers la

C'est pourquoi, hier après-midi, le comité de grève de l'U.G.F.F. s'est réuni pour prendre les dernières dispositions en prévision de la grève, dont le déclenchement sera ordonné demain jeudi si un accord n'est pas intervenu entre temps.

Die am Dienstag erfolgte Annahme der Schweiz enthält die Bedingung, daß die Pariser Konferenz rein wirtschaftlichen und keinen politischen Charakter haben würde. Die dritte Zusage am Dienstag war die Islands.

La conférence mondiale du ravitaillement s'est ouverte à Paris

PARIS. — La conférence mondiale du ravitaillement s'est ouverte à Paris mercredi pour se terminer vendredi. On sait qu'elle réunit les délégués de 52 nations et les représentants de la commission économique européenne et du comité du blé.

La grève sera organisée et contrôlée en liaison étroite avec les responsables locaux de la C.G.T. Quelques dérogations à la cessation du travail ont été décidées.

Aus einer Meldung aus Budapest geht hervor, daß die Parlamentarier der Klein-Landwirte-Partei am Dienstag einstimmig eine Resolution angenommen hat, in der es heißt, Ungarn solle an der Pariser Konferenz teilnehmen, vorausgesetzt, daß keine politischen Bedingungen mit der wirtschaftlichen Hilfe verknüpft sind.

Elle a pour objet d'étudier les possibilités d'échanges de produits alimentaires et, notamment, du blé. Il est vraisemblable que les résultats de ses travaux seront communiqués, au moins dans la mesure où ils concernent plus spécialement l'Europe, à la conférence pour la coopération économique européenne.

Elles concernent tout d'abord la retransmission radiophonique de la conférence internationale qui s'ouvrira samedi à Paris et les différents services de protection et de santé (hôpitaux civils et militaires, crèches, colonies de vacances).

Die rumänische Regierung hat, wie am Dienstagabend Radio 'sting' aus Bukarest meldete, die Teilnahme an den Pariser Besprechungen abgelehnt. Auch das finnische Kabinett stimmt am Dienstag mit vier gegen zwei Stimmen gegen die französisch-britische Einladung.

La civilisation BRÉSILIENNE II. - La vraie grandeur des Brésiliens est leur adaptation à une nature hostile

RIO DE JANEIRO. — Un de mes amis, homme d'une grande expérience et qui connaît le Brésil comme peu d'hommes peuvent se vanter de le faire, me fit un jour remarquer que l'histoire avait été assez injuste à l'égard des colons portugais qui sont à l'origine du Brésil.

La police assurera la garde des édifices publics et réglera la circulation dans les agglomérations. Le métro et les transports publics seront en grève et les services des postes n'expédieront que les télégrammes présentant un caractère de gravité exceptionnelle.

Die bulgarische Regierung hat laut AFP am Dienstagabend ihre Ablehnung bekanntgegeben. Die polnische Stellungnahme steht noch aus. Ein Sprecher des polnischen Außenministeriums erklärte am Dienstagabend: 'Wir haben bestimmte Vorbehalte hinsichtlich der britisch-französischen Vorschläge, die nach unserer Ansicht keine ausreichenden Garantien für die Gleichberechtigung aller eingeladenen Länder und für den gerechten Vorrang der Opfer des deutschen Angriffs bieten. Andererseits'



Une séance plénière du comité de grève est prévue pour cet après-midi à 15 heures.

Die rumänische Regierung hat, wie am Dienstagabend Radio 'sting' aus Bukarest meldete, die Teilnahme an den Pariser Besprechungen abgelehnt. Auch das finnische Kabinett stimmt am Dienstag mit vier gegen zwei Stimmen gegen die französisch-britische Einladung.

actual. Le fait est que l'œuvre des Portugais s'est poursuivie jusqu'à la proclamation de la République, soit 1588. Et l'on peut encore se demander comment une poignée

LAKE SUCCESS. — Au cours de la dernière réunion du Conseil de sécurité, M. Gromyko, délégué de l'U.R.S.S., a réitéré les accusations de la Grèce à l'égard de ses voisins septentrionaux ainsi que les conclusions, dans le même sens, de la commission d'enquête déléguée par l'O.N.U. pour constater le bien-fondé de ces accusations.

Dr. Bock Staatspräsident von Württemberg-Hohenzollern

TÜBINGEN, 2. Juli. — Rechtsanwalt Dr. Lorenz Bock wurde hier am Dienstag in der 2. Sitzung des städtischen Württemberg-Hohenzollern-Landtages zum ersten Staatspräsidenten von Südwürttemberg-Hohenzollern mit 43 Stimmen der CDU und DVP gegen 17 Stimmen der SPD und KPD gewählt.

ingale la tête de cette superbe colonie. Une félicité mêlée de surprise, et parfois agrémentée d'un sourire à peine sur les lèvres plissées d'ill-

M. Gromyko rejette les conclusions de la commission d'enquête dans les Balkans

LAKE SUCCESS. — Au cours de la dernière réunion du Conseil de sécurité, M. Gromyko, délégué de l'U.R.S.S., a réitéré les accusations de la Grèce à l'égard de ses voisins septentrionaux ainsi que les conclusions, dans le même sens, de la commission d'enquête déléguée par l'O.N.U. pour constater le bien-fondé de ces accusations.

ETAT DE SIEGE A TEHERAN Le ministre de la Guerre démissionne

TEHERAN. — Le général Ahmad, ministre de la Guerre iranien, a donné sa démission au chef du gouvernement, M. Ghevam. On apprend d'autre part que ce dernier a décidé de rétablir l'état de siège à Téhéran à partir du 9 juillet en raison de l'accroissement de la violence des campagnes d'excitation antigouvernementale menées surtout par la presse.

GEORGES MAR SUITE EN PAGE 3

Une délégation de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale est arrivée en Z.F.O.

BADEN-BADEN (de notre correspondant particulier). — Présidée par M. Henri Teilhard, une délégation des affaires étrangères de l'Assemblée nationale est arrivée hier matin à Baden-Baden. Après que son président eut rendu visite au général Koenig, les membres de la délégation ont reçu successivement: M. l'administrateur général Laffon, M. Sahatier, directeur général des affaires administratives, M. Philipp, directeur général de l'économie et des finances, et M. Purby, directeur général de la justice. Les membres de la délégation de la commission des affaires étrangères furent ensuite les hôtes du commandant en chef qui a donné un dîner en leur honneur.

Deutsche Inhaltsübersicht

Seite 1
Syndikat oder Föderation (Schluß Seite 4)
Die Pariser Konferenz (Schluß Seite 4)
Seite 2
Frankreichs Presse schreibt: Verraten Deutschland und der Post-Club (Schluß Seite 2)
Seite 3
Die Auslandskorrespondenz
Seite 4
Nachrichten aus dem Ausland
Seite 5
Nachrichten aus Deutschland
Schubert-Wochen und Zukunfts-Präsidenten
Der Patient Jean Hubertus
Preussische Radikalsache
Deutsche Pressefotos: Amerikanische Zone







DEUTSCHLAND

Deutsche Presseschau

AMERIKANISCHE ZONE

DIE PARISER „ENTTAUSCHUNG“

In einer Zeitungsbesprechung der Pariser Konferenz...

„So allgemein die Hoffnung war, die sich in der Welt...

Unter dieser Überschrift...

Das Wichtigste im Radio

SÜDWESTFUNK

(47,46 m, 205 m, 291 m 362 m)

Alle Tage: 6, 7, 8, 8.30 (Frankf.)

11, 11.15, 12.15 Uhr: Nachrichten

FRANZÖSISCHE RADIOSTUNDE

Wiederholungskurs für Anfänger

Südwestfunk

Am 10. Juli 1947, 18.45 Uhr, über Sender

Kolben (20 m) Kaiserlautern

(20 m) Freiburg (30 m) Baden-Baden (40 m) Sigmaringen (30 m)

F. — Bonjour Monsieur, bonsoir Mes-

ieurs

H. — Bonjour Madame.

F. — Hier je vous envoie 12 le-

çons françaises, vous allez les

écouter. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

français. Elles sont les mêmes

qu'elles sont dans les journaux

Konstanzer Kulturbrief

Schubert-Woche und Zuckmayr-Premiere

KONSTANZ hat die Kriegsvorstadt...

Die Schubert-Woche...

Die Zuckmayr-Premiere...

Die Schubert-Woche...

Rekorde des Schwarzmarktes

KOLN, 9. Juli. — Wie der Gast-

stationenausschuss in Köln mitteilt,

wurden in Köln weitere Gaststätten

geschlossen, nachdem schon vor eini-

ger Zeit eine Reihe von Unterneh-

mungen hatten schließen müssen.

Bekannt wurde ein Fall, daß ein Gast

im Verlauf einer gespeicherten Mahl-

zeit zu einer Rechnung von 8000 RM.

kam. In dem gleichen Betrieb wur-

den eine Portion Grünkohl, ohne

Kartoffel, mit einer Scheibe Brot zu

15 RM. und eine Schale Rhabarber

zu dem gleichen Preis verkauft. (k.)

Notruf der Flüchtlinge

MONSTER, 9. Juli. — 8000 Flücht-

linge aus dem Osten, die zur Zeit im

Kreise Rheinfurth-Rheine leben,

richten in einer Entschuldigungs-Bitte

an den Kontrollrat, ihnen ihre Heim-

at wiederzugeben. Die Lebensbedin-

gungen im Westen, der mit Men-

schensvollepropheten sei, können als

unträglich bezeichnet werden und

es fehle an den einfachsten Mitteln,

eine neue Existenz aufzubauen. (k.)

Bessere Versorgung der Kriegsopfer

gefordert

MÜNCHEN-GLADBACH, 9. Juli.

Auf einer Tagung des Reichsbundes

der Körperbeschädigten, Sozialver-

einiger und Hinterbliebenen forderte

die Versammlung in einer Entschlun-

gung die Landesregierung auf, ein Ge-

setz zu schaffen, das die berechtigten

Ansprüche der Kriegsopfer erfüllt. Die

Sozialdirektive Nr. 27, die ab 1. 8. in

Kraft tritt, so heißt es in dieser Ent-

schließung weiter, sei einer Entschlun-

gung, da durch sie räumlich noch

nicht einmal der Wohlstand erreicht

ist. Diese Neuordnung gebe den

Kriegsbeschädigten und Hinterblie-

benen noch nicht einmal das,

was sie auf Grund des alten

Versorgungsgesetzes, das im vorigen

Jahr abgeschafft wurde, erhalten

hätten. (k.)

Britisch-amerikanische Zone

Ständiges Sekretariat des

Wirtschaftsrates

FANKFURT, 9. Juli. — Der Ex-

ekutivrat des Wirtschaftsrates in

Frankfurt hat, wie das Zwei-

wochblatt-Kontrollrat bekanntgab, auf

seiner Sitzung die Bildung eines

ständigen Sekretariats beschlossen.

Das Posten eines Generalsekretärs

des ständigen Sekretariats wurde dem

bisherigen Ministerdirektor im

britischen Konsulat in Frankfurt im

Amerikanische Zone

Schacht im Nürnberger

Gerichtspolizist

NUERNBERG, 9. Juli. — Der

ehemalige Wirtschaftsminister

und Reichsbankpräsident Hjalmar

Schacht traf am Montagabend

unter Bewachung amerikanischer

Militärpolizei auf dem Nürnberger

Bahnhof ein. Er soll, wie von

authentischer Seite mitgeteilt

wurde, im Zusammenhang mit

den noch zu erwartenden Prozes-

sen im Nürnberger Gerichts-

gebäude vernommen werden.

Britische Zone

Sitzung des Zonenrates

HAMBURG, 9. Juli. — Die 13.

Planungssitzung des Zonenrates

für die britische Zone wurde am

Dienstag im Beisein von General

Bligh unter Vorsitz von Minister

a. D. Franz Blücher in Hamburg

eröffnet. — Zu Beginn der Sitzung

nahmen die Ratmitglieder von

General Bligh Antworten auf Fragen

zur Militärgouverneur von Fragen zu

wichtigen gegenwartigen Problemen

einigten.

Zu der Planungssitzung ist er-

wartlich ein ausländischer Gast, der

Schweizer Generalkonsul in Ham-

burg, Dr. Bahm, erschienen, der

den Wunsch geäußert hatte, einen

persönlichen Eindruck von der

parlamentarischen Arbeit des Zo-

nenrates zu gewinnen. Außen-

minister nimmt ein Vertreter des

Länderrates der amerikanischen Zone

an der Sitzung teil. Die erste An-

frage betraf sich mit der Deman-

do der britischen Zone. Es wurde

darauf hingewiesen, daß diese

keinemfalls Kriegergebnisse

hergestellt hätten.

Großgrundbesitzer wollen

Bodenreform umgehen

DOSSLELDORF, 9. Juli. — Auf der

nächsten Sitzung des Zonenrates

am 7. bis 9. Juli in Hamburg be-

schäftigt der Innenminister von

Nordrhein-Westfalen, Dr. Walter

Menzel, wie er einem Demo-Ver-

treter mitteilte, einen Antrag zu

stellen, wonach bei der Durchführung

der Bodenreform der Stand von 1. Ja-

nuar 1946 als Ausgangspunkt für die

Entscheidung anzunehmen ist. Als

Begründung dafür gibt Menzel an,

daß ihm Berichte vorgelegt worden

seien, denen zufolge Großgrund-

besitzer in der britischen Zone, vor-

nehmlich in der Gegend von Mün-

ster, bereits begonnen hätten, Teile

ihres Grundbesitzes an Verwandte

und Familienangehörige zu ver-

kaufen, um auf diese Weise den

Bestimmungen zur Agrarreform zu

entgehen.

Großbritannien besteht auf

Verstaatlichung

LONDON, 9. Juli. — Die britische

Regierung hat ihre Politik zur

Verstaatlichung der Kohlenminen in

der britischen Besatzungszone

Deutschlands bisher nicht geändert,

erklärte der Unterstaatssekretär im

britischen Außenministerium, Christopher

Mayhew, vor dem Unterhaus. Seitens

der Vereinigten Staaten ist, wie er

weiter ausführte, vorgeschlagen wor-

den, auf die Dauer von fünf Jahren

Freihändler mit der Leitung der

deutschen Kohlenminen zu betrauen.

Auch von anderen Interessierten

eingetragen worden, die gegenwärtig

in Betracht kommen, die gegenwärtig

in Betracht kommen, die gegenwärtig

Kriegsgefangene kehren heim

LONDON, 9. Juli. — Die deut-

schen Kriegsgefangenen im mitt-

leren Osten seien ab sofort in

Blöcken von monatlich 3000 anstatt

3500 Mann repariert werden, gab

der Finanzminister im britischen

Kriegsministerium, John Freeman,

auf eine Anfrage im Unterhaus

bekannt.

Französische Zone

Vor einer Kabinettbildung in

Rheinland-Pfalz

KOBLENZ, 9. Juli. — Die Par-

teien von Rheinland-Pfalz haben

sich über die Zusammenstellung

des neuen Kabinetts geeinigt. Es

soll eine Altparteienregierung ge-

bildet werden, bei der die CDU, die

SP, die KP und DP je 1 Mini-

ster erhalten werden.

Berlin

Um den Berliner Magistrat

BERLIN, 9. Juli. — Die Stadt-

verordneten-Fraktion der Berliner

SPD wird heute im Stadtpar-

lament beantragen, daß sich die

Stadtverordnetenversammlung

künftig nur auf die sich aus der

Vertretung und Berlin's Notlage

ergebenden dringendsten Aufgaben

beschränkt.

Um die Wahl Reuters

BERLIN, 9. Juli. — Der Ko-

ordinierungsausschuss des Allierten

Kontrollrats erzielte auf seiner

letzten Sitzung keine Einigung

über die Bestätigung der Wahl

Ernst Reuters zum Oberbürger-

meister von Berlin und verwies

die Angelegenheit zur Entschlun-

gung an den Allierten Kontroll-

rat.

Sowjetische Zone

Noch keine Todeserklärung

Verschollener

BERLIN, 9. Juli. — Nach Ansicht

der deutschen Justizverwaltung ist

eine Todeserklärung der Kriegs-

gefangenen noch nicht zulässig, heißt

es in einer

L'ASSEMBLEE NATIONALE ADOPTE:

- le plan de congélation de la viande
le principe d'une prime à l'hectare pour les producteurs de blé

PARIS. — L'Assemblée nationale a adopté hier l'ensemble du projet de loi d'amnistie à l'issue de sa séance de la matinée.

La séance de l'après-midi consacrée à la discussion d'une proposition de loi pour l'encouragement de la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare est ouverte à 15 h. 30 par M. Herriot.

M. Cassera, rapporteur de la commission, rappelle que cette dernière a repoussé les modifications apportées par le Conseil de la République au texte du projet parce qu'elle considère que l'application d'une prime avant la détermination du prix du blé risque d'avoir une incidence sur ce dernier et d'y être intégrée au lieu de constituer un complément.

Plusieurs orateurs interviennent pour insister sur la nécessité de fixer un prix rémunérateur pour le blé.

M. Ramadier, pour sa part, indique de sa place qu'il lui semble peu sage de verser une prime en plus du prix du blé et demande à l'Assemblée, au cas où elle passerait outre, de fixer cette prime le plus bas possible ou de laisser au gouvernement le soin de le faire.

M. Waldeck Rochet demande le rejet du texte du Conseil de la République, mais insiste pour la fixation d'une prime à l'hectare payable à la souscription d'un engagement de lyrisme.

L'article 3, disant que le taux de la prime sera fixé par les ministres intéressés sur proposition d'une commission interministérielle, est adopté.

L'article 4 est ensuite disjoint par 325 voix contre 37. Il spécifiait que le comité départemental des céréales assisté des délégués cantonaux de la C.G.A. déterminerait les conditions d'application de l'article 2 aux producteurs.

L'ensemble du projet est ensuite adopté.

PROJET DE LOI SUR LA CONGELATION DE LA VIANDE

L'Assemblée passe ensuite à la discussion d'un projet de loi pour la congélation de la viande.

M. Minjoie, rapporteur, rappelle combien de ravitaillement des agglomérations urbaines est difficile. Il précise ensuite que le but du projet est d'assurer dans les entrepôts frigorifiques les 25.000 tonnes de viande congelée qu'ils peuvent contenir.

Le texte de la commission envisage deux éventualités: ou bien les sociétés avec lesquelles le ministre traitera se procureront sous conditions indiquées le bétail nécessaire, ou bien ces sociétés ne le pourront pas et le ministre pourra faire usage de la loi du 4 octobre 1946 sur les achats prioritaires.

Ayant écarté le mécanisme d'imposition prévu par le projet, la

commission a envisagé la consultation du conseil national de la viande pour l'établissement et l'application du plan.

Ces opérations d'achat du bétail nécessaire à l'exécution du plan seront assurées sous le contrôle du ministre par des sociétés de professionnels dans des conditions à fixer par décret.

Ces achats seront effectués au prix de la taxation, ou à défaut au cours pratiqué dans la région.

Au nom du groupe communiste, M. Paumier se prononce contre les méthodes préconisées par le gouvernement, qui, selon lui, rappellent l'appareil bureaucratique établi par Vichy.

Il appuiera au contraire le texte de la commission qui lui n'a pas recouru à des mesures vexatoires.

INTERVENTION DE M. RAMADIER. Il indique tout d'abord que le problème de la viande est essentiellement un problème de prix et dénonce le scandale du rationnement auquel on est arrivé: le rationnement par les prix.

Si les denrées pourront être normalisées au cours de l'été, la situation deviendra difficile avec l'hiver.

C'est la raison pour laquelle le plan de congélation doit être réalisé.

Les mesures de contrainte ne seront prises qu'au cas où l'approvisionnement des grandes villes serait en péril.

C'est pourquoi le président du Conseil demande à la commission de reprendre les articles 4, 7, 8 et 9, qu'elle n'a pas adoptés.

Après l'intervention du chef du gouvernement, les articles 1 et 2 traitant de l'établissement du plan de congélation sont adoptés.

Les articles 3 et 4, prévoyant les achats prioritaires et 5, imposant aux établissements frigorifiques de tenir à la disposition du ministre les quantités de viande congelée qui leur ont été assignées, sont adoptés.

La séance est ensuite levée.

A LA MEMOIRE DE C. CAMPINCHI

PARIS. — En présence de Mme Campinchi, de MM. Ramadier, Jacquinet, Moutet et Yvon Delbos, une plaque a été apposée ce matin dans la cour d'honneur du ministère de la Marine à la mémoire de César Campinchi, qui fut ministre de la Marine de juin 1937 à juin 1940.

Après qu'une compagnie de fusiliers marins eut rendu les honneurs et l'exécution de la « Marseillaise » par la musique des équipages de la flotte, M. Jacquinet a retracé la carrière de Campinchi dont il a exalté la haute figure et le patriotisme.

Le conseil national du patronat de leur décision d'entreprendre des discussions directes sur les questions économiques et sociales actuellement posées, aura un retentissement infiniment plus vaste, puisqu'il s'agit là du sort de l'ensemble des salariés et de l'élaboration d'un plan économique complet.

Ce sont là, certes, de nouveaux accords Matignon en préparation, mais la perspective est plus large, les difficultés plus sérieuses qu'en 1936 et surtout, ils ne s'ouvrent pas sous l'égide du gouvernement.

On notera la volonté commune des deux organisations d'aboutir avant la fin du mois en cours. Il est vraisemblable que cette décision fera date dans l'histoire sociale de la France.

AU COMITE EXECUTIF RADICAL

Dans le domaine politique, l'Assemblée, après avoir examiné la composition du jury de la Haute Cour, a repris cet après-midi l'étude du budget.

Le comité exécutif radical débute. Il n'y est pas question d'un retrait des ministres de ce parti; il s'agit seulement de proposer des solutions. Et le plan Marshall, cette bouée de sauvetage de l'humanité gouvernementale, sera également l'objet d'un débat.

LA MUSIQUE NE CHOMERA PAS CETETE. Les théâtres continuent à fermer leurs portes les uns après les autres et il faudra attendre la deuxième quinzaine d'août pour que reprennent ces premières dont les Parisiens sont si friands.

En revanche, alors qu'il était de tradition que la musique chômât dans la capitale durant les trois mois d'été, nous aurons cette année, parallèlement, une orgie de concerts publics.

On s'est aperçu, en effet, qu'à une avilissante de concerts et de réceptions succédait un silence absolu de juillet à octobre et certains ont mis en avant l'exemple de Londres, où les « promenades-concerts » attirent chaque jour une foule compacte au Queen's Hall ou à l'Albert Hall, exactement à la même époque.

De là l'initiative prise par le bureau international des concerts Kleesing d'organiser, du 10 juillet au 1er octobre, deux concerts hebdomadaires destinés aux Parisiens qui ne quittent pas la capitale, comme aux touristes et aux provinciaux qui la visitent pendant l'été.

M. Alfred Loewenguth dirigera ce cycle estival. Il a prévu que les concerts seraient donnés le jeudi à 21 heures à la salle Léna, et le dimanche à 17 h. 45 au pavillon de l'Aurore, dans le parc de Stouevr.

Le premier concert aura lieu demain soir salle Léna.

Le conseil économique examine le plan de remise en état des vignobles

PARIS. — Le conseil économique a donné un avis défavorable à une proposition de M. Desbrosses visant à la création de fermes régionales types pour améliorer le qualité des produits du sol et leur rendement.

Le conseil a ensuite examiné un rapport de la commission de l'agriculture sur les propositions de loi tendant à une remise en état des vignobles et à leur extension.

Ce rapport révèle que le plan Minaret prévoit pour 1950 au lieu d'une extension des vignobles une diminution de 90.000 hectares de la surface plantée pour une production supérieure atteignant 30.000 hectolitres, soit 37 hectolitres à l'hectare.

La commission de l'agriculture propose au conseil d'approuver le projet de loi prévoyant l'examen du vignoble d'appellation contrôlée tout en maintenant dans de sages limites le vignoble de production courante.

Le problème sera examiné par une commission de l'Union française du conseil économique avant de faire l'objet d'un vote définitif.

Le général de Gaulle se rendra le 10 août à Alençon

PARIS. — On apprend de sources bien informées que le général de Gaulle a accepté de se rendre dans cette ville pour commémorer l'anniversaire de la libération. On ne sait pas encore si le général prendra la parole.

Les tribunaux

Bilger l'ex-chef des chemises vertes, est condamné à 10 ans de travaux forcés

METZ. — La dernière journée du procès de Bilger, ex-chef des Chemises vertes, a été consacrée au réquisitoire et aux plaidoiries.

L'accusateur public déclare que Bilger méritait la peine de mort mais, tenant compte des services que l'accusé a pu rendre à de nombreux Lorrains, ne demande que la peine des travaux forcés à perpétuité.

L'audience est reprise à 14 heures avec les plaidoiries de Me Schmidt, du barreau de Strasbourg, suivie par celle de Me Elie, du barreau de Metz, qui présente Bilger comme ayant toujours cherché à protéger les Lorrains tout en donnant le change aux Allemands, en les mystifiant sous une apparence d'absolu dévouement.

Le cour se retire ensuite pour délibérer et revient avec le verdict prononcé contre Bilger.

Celui-ci est condamné à dix ans de travaux forcés, à la confiscation de tous ses biens et à l'indignité nationale.

Jose Germain répond de ses écrits proallemands

PARIS. — Devant la 7e section de la cour de justice de la Seine, présidée par M. Didier, a comparu le journaliste Germain Drouilly, dit José Germain, ancien membre du Cercle européen et vice-président de la section littéraire, du groupe Collaboration, qui écrivit de nombreux articles proallemands et prohitlériens pendant l'occupation dans les « Nouveaux Temps », « Aujourd'hui », « La France socialiste », etc.

L'accusé prétend avoir cherché à obtenir du crédit auprès du gouvernement de Laval afin de pouvoir rendre des services à ses compatriotes.

Plusieurs personnalités sont venues appuyer leur témoignage en sa faveur: M. Louis Madelin, de l'Académie française, M. Le Gentil, préfet des Hautes-Pyrénées, M. André Beaupré.

Le réquisitoire sera prononcé demain par le commissaire du gouvernement Fouquin.

Le défenseur de l'accusé, Me Jean Dars, lui succédera et le jury rendra ensuite son verdict.

DEVANT LA COMMISSION DES FINANCES

MM. TEITGEN ET SCHUMAN exposent le point de vue gouvernemental sur le reclassement de la fonction publique

PARIS. — La commission des finances réunie sous la présidence de M. Christian Pineau a entendu MM. P.-H. Teitgen, vice-président du conseil et Robert Schuman, ministre des Finances, sur la question du reclassement de la fonction publique et de l'acompte provisionnel.

M. Teitgen a tout d'abord précisé que le problème du reclassement avait d'abord été confié à une commission, puis soumis à l'examen des organismes syndicaux.

Ces derniers n'ont pu présenter que des bases très générales de solution à partir desquelles le gouvernement pourra, d'ici 3 ou 4 mois, achever intégralement le reclassement de la fonction publique. C'est dans ces conditions que se pose actuellement l'octroi d'un acompte provisionnel.

Le gouvernement entend s'appuyer à ce sujet sur les articles 21 et 22 de la loi du 19 octobre 1946 d'après laquelle le traitement fixé pour un fonctionnaire débutant doit être calculé de manière que le traitement net perçu ne soit pas inférieur à 120 % du minimum vital, celui-ci étant le même que dans le secteur privé.

Le gouvernement estime que l'ensemble du reclassement conduira à une dépense d'environ 130 milliards en partant des bases déjà indiquées c'est-à-dire de traitements de début s'échelonnant entre 84.000 et 105.000 fr.

Pour ce qui est du problème de l'acompte provisionnel, M. Teitgen a précisé que le gouvernement avait l'intention d'accorder pour le 3ème semestre 1947 une allocation évaluée au 1/12 du traitement et des diverses indemnités y afférentes ce qui entraînerait une dépense supplémentaire de 15 milliards.

M. Schuman a ensuite annoncé que le gouvernement déposerait à bref échéance sur le bureau de l'Assemblée un projet de loi destiné à assurer le plus rapidement possible ce paiement sans attendre le vote du budget.

L'UNION FRANÇAISE

NOUVEAU DE REBELLES A MADAGASCAR

On apprend, dans les milieux proches du ministère de la France d'outre-mer, que 840 Bédallos du canton d'Imberina-Imedy, membres d'une tribu du sud-est de Madagascar, qui étaient passés à la dissidence, sont venus faire leur soumission à Ambohitra.

On espère dans ces mêmes milieux, que d'autres soumissions vont suivre.

LE PROBLEME DE L'INDE FRANÇAISE

PARIS. — On apprend dans les milieux bien informés que M. Baroin, gouverneur de l'Inde française, a quitté Pondichéry pour la métropole.

ENVOI DE RECRUES DU 2ème CONTINGENT 1947 EN A.O.F.

PARIS. — Le ministre de la Guerre a décidé, à titre d'expérience, de faire accomplir leur service militaire dans la région de Dakar à 800 recrues du deuxième contingent de la classe 1947.

Ces jeunes gens seront choisis parmi les volontaires les plus aptes physiquement à servir en Afrique.

La priorité sera accordée aux jeunes gens titulaires du permis de conduire ou ayant des connaissances professionnelles permettant de les employer dans les ateliers de réparation.

LA CIRCONSCRIPTION DE CHANDERNAGOR DEVIENT AUTONOME

PARIS. — Un décret paru à l'« Officiel » porte création au sein des établissements français de l'Inde de la circonscription autonome de Chandernagor.

Une assemblée municipale qui sera composée de 25 membres est substituée au conseil municipal.

L'affaire du dépôt d'armes de Nanterre se développe

Seize arrestations

PARIS. — L'affaire du dépôt d'armes de Nanterre se révèle, à l'heure actuelle, comme beaucoup plus importante qu'il n'avait paru au premier abord. Le commissaire Verdavaine s'est rendu à Nanterre et à Paris, où d'autres dépôts d'armes ont été découverts et où plusieurs perquisitions ont été effectuées.

A l'issue de ces perquisitions, trois personnes, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été interrogées.

Il s'agit de citoyens américains qui ne seraient entendus qu'à titre d'information.

Après les révélations des premières heures, la police observe pour l'instant le plus grand silence.

Au total, seize personnes ont été arrêtées mais quelques-unes de ces arrestations ne seront pas maintenues.

D'autre part, on apprend que Scotland Yard, avisé des investigations policières françaises, a télégraphié afin d'avoir des renseignements.

Il est probable que des inspecteurs seront détachés à Paris pour suivre l'enquête.

Le français langue européenne ?

PARIS. — On vient de rendre pu blique les conclusions de la conférence qui s'est tenue la semaine dernière sous les auspices de l'UNESCO, et qui a réuni des experts linguistes de sept pays différents.

Celui-ci ont été unanimes à reconnaître l'emploi du français par toutes les nations européennes dans l'intérêt de l'unité du continent.

Le français serait la première langue auxiliaire pour l'Europe, l'U.R.S.S. et le Proche-Orient; l'anglais serait la seconde langue.

30 millions de dégâts dans l'incendie d'une fabrique à Villefranche

VILLEFRANCHE. — Un incendie a ravagé les établissements Jacquemart, fabrique de produits alimentaires à Villefranche-sur-Saône.

En moins de deux heures deux étages de l'immeuble ont été détruits avec tout le matériel.

Les dégâts s'élevaient à environ 30 millions et la fabrication sera probablement arrêtée pendant une période de 4 à 5 mois.

Dépendant aucun ouvrier ne sera mis au chômage.

Trois pompiers ont été brûlés et un autre a subi un commencement d'asphyxie.

mière heure... dernière heure... dernière heure... der

LA JOURNEE A PARIS

On veut espérer que les négociations engagées entre les représentants des fonctionnaires et agents de l'Etat et le gouvernement aboutiront avant que l'irréparable soit accompli.

Bien des choses sont possibles, en deux grandes journées et l'heure H pour le déclenchement de la grève est fixée à vendredi 0 heure.

Le bureau de la C.G.T. s'est réuni ce matin, sa commission administrative cet après-midi. Quant au comité de grève des fonctionnaires, il a siégé à 10 heures en séance privée, et à 15 heures en séance plénière.

Enfin, à 21 heures, le Conseil des ministres aura à connaître des résultats de ces différentes consultations, comme des entrevues qui les auront précédées ou suivies.

LA GREVE SERA EVITEE

D'autre part, le débat se trouve porté sur le plan de l'Assemblée par la démarche faite hier par M. Neumeyer et ses amis auprès de divers groupes, et comme la C.G.T. elle-même se trouve en fait saisie du différend, nous ne croyons pas nous avancer trop en écrivant qu'il apparait vraisemblable qu'un accord pourra être mis sur pied à temps.

UN REGLEMENT D'ENSEMBLE DU PROBLEME DES SALAIRES.

Ces discussions - in extremis - engagent l'avenir immédiat d'une catégorie de travailleurs, ceux qu'emploie l'Etat, mais l'annonce faite hier soir par la C.G.T. et le

conseil national du patronat de leur décision d'entreprendre des discussions directes sur les questions économiques et sociales actuellement posées, aura un retentissement infiniment plus vaste, puisqu'il s'agit là du sort de l'ensemble des salariés et de l'élaboration d'un plan économique complet.

Ce sont là, certes, de nouveaux accords Matignon en préparation, mais la perspective est plus large, les difficultés plus sérieuses qu'en 1936 et surtout, ils ne s'ouvrent pas sous l'égide du gouvernement.

On notera la volonté commune des deux organisations d'aboutir avant la fin du mois en cours. Il est vraisemblable que cette décision fera date dans l'histoire sociale de la France.

AU COMITE EXECUTIF RADICAL

Dans le domaine politique, l'Assemblée, après avoir examiné la composition du jury de la Haute Cour, a repris cet après-midi l'étude du budget.

Le comité exécutif radical débute. Il n'y est pas question d'un retrait des ministres de ce parti; il s'agit seulement de proposer des solutions. Et le plan Marshall, cette bouée de sauvetage de l'humanité gouvernementale, sera également l'objet d'un débat.

LA MUSIQUE NE CHOMERA PAS CETETE

Les théâtres continuent à fermer leurs portes les uns après les autres et il faudra attendre la deuxième quinzaine d'août pour que reprennent ces premières dont les Parisiens sont si friands.

Contre les activités antidémocratiques

PARIS. — La Fédération de la Seine du parti communiste et la Fédération de la Seine du parti

socialiste publient conjointement un communiqué par lequel « convalescents du danger que font courir à la République les activités multiples des collaborateurs vichystes, civils et militaires, qui complètent contre la démocratie », elles « alertent la population parisienne » et lui demandent d'exprimer sa vigilance en participant à la manifestation du 14 juillet.

Un correspondant du « Daily Mail » est invité à quitter la Tchécoslovaquie

LONDRES. — Le « Daily Mail » annonce que son correspondant à Prague, M. Van der Bijl, a été invité par le gouvernement tchécoslovaque à quitter le pays d'ici vendredi prochain.

Aucune explication n'a été donnée par les autorités officielles au sujet de cette mesure.

Le président Truman proteste contre les trois condamnations à mort en Palestine

NEW-YORK. — Le président Truman a adressé au premier ministre Attlee une protestation au sujet de la condamnation à mort de trois sujets juifs en Palestine, annoncée le « New-York Post ».

Les trois jeunes gens avaient pris part en mai à l'attaque de la prison de Jérusalem, et avaient été reconnus coupables.

La Grèce bénéficiera des secours américains

WASHINGTON. — Le département américain des Affaires étrangères communique que la Grèce obtiendra elle aussi des crédits sur les 350 millions de dollars mis à la disposition des pays dévastés. L'accord a été signé mardi par le premier ministre grec, Demetrios Maximos, et l'ambassadeur américain à Athènes, Mac Veagh.

Le gouvernement grec s'engage à répartir les crédits américains et les produits importés sans faire de distinction de race, de religion ou de tendance politique et à donner plein appui aux représentants américains chargés de surveiller l'exécution du programme de secours.

Nombreuses arrestations à Athènes

600 personnes, dont certains chefs du parti communiste ont été arrêtés. Parmi les appréhendés se trouve Demetrios Partalidis, secrétaire général de l'E.A.M. à qui l'on reproche d'avoir provoqué des troubles dans des localités dont la résistance avait déjà été diminuée par l'activité des bandes terroristes.

Première répartition des réparations japonaises

TOKIO. — Un communiqué des autorités américaines d'occupation annonce qu'une première réparti-

tion de 28 % des réparations japonaises va être effectuée.

Les nations alliées autorisées par la commission d'Extrême-Orient à participer doivent préciser les modalités de leur demande.

Quelques nations seulement recevront une part de réparation parmi lesquelles la Chine semble devoir être la principale bénéficiaire.

Les fiançailles d'Elizabeth d'Angleterre seront-elles connues aujourd'hui ?

LONDRES. — Selon certaines informations qui lui seraient parvenues d'Athènes, le « Daily Mail » croit savoir que les fiançailles de la princesse Elizabeth d'Angleterre et du prince Philippe de Grèce seraient officiellement annoncées pour le jeudi 10 juillet. Cette nouvelle est toutefois catégoriquement démentie à Londres où l'on fait remarquer qu'une réunion spéciale du conseil privé de la couronne doit avoir lieu avant que l'héritière présumptive du trône puisse se fiancer et que pour l'instant aucune annonce de la réunion prochaine de ce conseil n'a été faite.

NOUVELLES BREVES

LE CAIRE. — L'émir Abdel Elah régent d'Israël, après un séjour à Alexandrie, poursuivra son voyage en Europe à l'invitation de visiter Paris.

LE CAIRE. — Le père Christophel honnêtement vient de mourir au Caire. Il était recteur du grand collège des Jésuites après avoir été recteur de l'université de Saint-Joseph à Beyrouth.